

L'élite rose confirmée

MONIQUE DAGNAUD et DOMINIQUE MEHL*

Sous le Gouvernement Rocard quelque 600 personnes sont venues peupler les cabinets ministériels¹. Mêlant anciennes recrues des états-majors de 1981 et frais promus, cette élite politico-administrative constitue un vivier destiné à garnir dans les années à venir les postes d'influence qui se dégagent progressivement. La plupart de ces membres de cabinet (69 %) travaillent sous la houlette d'un ministre socialiste ; les autres sous la férule d'un ministre « de l'ouverture », issu soit du centre politique, soit de la « société civile ». Notre enquête englobe l'ensemble des ministères : mais les résultats sont présentés selon le clivage ministères socialistes, ministères de l'ouverture.

LA CONSTITUTION D'UN MILIEU DE DÉCIDEURS DE GAUCHE

En observant les membres des cabinets ministériels socialistes d'aujourd'hui, peut-on noter des différences avec la première vague de la gauche, lors de son entrée aux affaires en 81 ?

En 1988, les ministres socialistes ont pu disposer immédiatement d'un personnel expérimenté : sur les 360 membres des cabinets ministériels socialistes en place début 1989 35 % avaient officié dans ces fonctions lors de la première législature de la gauche. Ces « anciens » sont revenus le plus souvent à des positions clés : dans les états-majors socialistes, ils occupent 59 % des emplois de direction. Ce retour correspond souvent à une fidélité envers le ministre ainsi que l'illustrent les cabinets de Pierre Bérégovoy et de Michel Delebarre. Mais il peut aussi exprimer la déception

* *Centre d'Etude des Mouvements sociaux (EHESS-CNRS).*

1. Voir Monique Dagnaud, Dominique Mehl, *L'élite rose*, Ramsay, nouv. éd. augmentée, 1988. La population de base de notre premier travail sur les cabinets ministériels de la gauche en 1981 comprenait 514 personnes. Celle sur les cabinets ministériels du Gouvernement Rocard, actualisée à décembre 1988, inclut 618 personnes. Dans les deux cas les attachés de presse et les secrétariats ont été exclus.

Les cabinets ministériels du Gouvernement Rocard (en %)

	Grands Ministères ⁽¹⁾ N = 238	Ministères N = 161	Secrétariat d'Etat N = 142	Maignon N = 39	Elysée N = 38	Total N = 618	Gouvernement Mauroy 1981 N = 507	Gouvernement Chirac 1986 N = 443
<i>Sexe</i>								
Masculin	83	81	76	85	63	80	85	83
Féminin	17	19	24	15	37	20	15	17
<i>Age</i>								
< 40 ans	48	46	45	46	32	46	59	
= ou > 40 ans	52	54	55	54	68	54	41	
<i>Profession</i>								
Hauts fonctionnaires	75	70	62	59	74	70	65	66
Cadres du privé	4	7	7	15	16	7	8	14
Enseignants	6	4	10	15	5	7	10	4
Permanents	7	14	10	8	3	9	15	14
Autres	8	5	11	3	2	7	2	2
<i>Etudes*</i>								
= ou < bac	3		7			3	7	1
Licence, DES	39	46	44	20	37	41	33	36
Doctorat, agrégation	10	10	13	11	11	11	11	9
ENA	30	24	18	45	37	27	29	36
Ecole d'ingénieur	5	8	10	8	5	7	11	8
Polytechnique	13	12	6	8	5	10	8	7
Normale Sup.	4	3	3	8	8	4	1	3
<i>IEP</i>								
Oui	30	34	26	36	43	31	45	44
Non	70	66	74	64	57	69	55	56
<i>Corps</i>								
Grands corps ⁽²⁾	14	9	9	10	22	12	11	12
Diplomatique	6	6	3	10	11	6	4	6
Préfectoral	4	2	3	3	8	4	3	5
Administrateur civil	15	16	14	20	11	15	16	23
Magistrature	6		2	3	3	3	4	3
Autre corps	11	11	6	8	3	9	3	6
Hors corps	44	56	63	46	42	51	59	48
<i>Cabinet ministériel ⁽³⁾</i>								
De gauche	34	27	20	62	76	33		
De droite	2	6	3			3	3	24
Non	64	67	77	38	24	64	97	66
<i>Fidèle du cabinet du ministre</i>								
Oui	24	6	1	26	68	17		
Non	76	94	99	74	32	83		

⁽¹⁾ Ont été regroupés dans cette catégorie les ministères de l'économie, du budget, de la défense, de l'intérieur, de la justice, des affaires étrangères, de l'éducation nationale, de la solidarité, du travail, des PTT, de l'équipement, de l'agriculture, de la culture, de l'industrie.

⁽²⁾ Inspection des Finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes, Mines, Ponts.

⁽³⁾ Nous comptabilisons ici les personnes ayant déjà travaillé dans un cabinet ministériel.

* Pourcentage supérieur à 100 à cause des cumuls de diplômes.

de ne pas avoir été promu à un poste important : près des deux tiers de ceux qui rempilement n'avaient pas reçu de nomination ajustée à leurs ambitions à la suite de leur premier séjour en cabinet. Il signifie cependant plus une démarche stratégique (tenter « une seconde chance »), qu'une résignation : les énarques et les grands corps réintègrent l'univers des cabinets avec autant d'empressement que les autres, profs et permanents politiques.

Ce personnel « ancien » alourdit l'âge moyen des états-majors socialistes : ces derniers comportent plus de quadragénaires et au-delà que les cabinets ministériels de 1981. L'univers des décideurs socialistes ne semble pas se renouveler par l'apport massif de sang jeune.

La silhouette du décideur socialiste cuvée 1988 emboîte fidèlement celle de son homologue de 1981. Son genre, comme auparavant, est masculin. Il a fait carrière dans la haute fonction publique, après des études supérieures. Il milite.

Comme la droite, la gauche socialiste fait confiance à la méritocratie scolaire et à l'estampille de la haute fonction publique. Elle introduit toutefois quelques petites différences qui signalent *a touch of class* de gauche. Son recours à l'énarchie est sans complexe mais moins fréquent : il a même chuté entre 1981 et 1988, passant de 30 % à 25 %, mais ce déclin est compensé par une remontée des ingénieurs polytechniciens. Elle enrôle des membres des grands corps prestigieux (1 sur 10 des membres des cabinets en 1988 comme en 1981), mais moins systématiquement que l'ont fait les ministres de la V^e République d'avant 1981. Son inclination à recruter auprès des corps des administrateurs civils est tout à fait confirmée dans la période récente. Sa tendance à accorder une place non négligeable à des inspecteurs ou des attachés d'administration s'est renforcée au fil des Gouvernements de la gauche depuis 1981².

Un inflexionnement notable distingue toutefois la gauche socialiste de 1988 par rapport à celle de 1981 : elle fait nettement moins appel à des diplômés de Sciences Po. Cette différence signale sans doute un fait important, l'attraction sans cesse plus prononcée des promus de la rue Saint-Guillaume vers le secteur privé³.

Confluent aujourd'hui dans l'entourage des ministres socialistes trois strates de hauts fonctionnaires : des pionniers, compagnons de route de la première heure, qui ont initié les gouvernants socialistes aux arcanes de la gestion étatique ; des recrues de la période 81-86, nommées initialement pour leur profil technicien, mais devenues « des adeptes » par leur fréquentation des milieux de gauche ; des sabras, fraîchement issus des grandes

2. Cette orientation apparaît déjà dans une enquête que nous avons effectuée en 1985 auprès des membres des cabinets ministériels sous le Gouvernement Fabius. Voir tableau p. 267 de la seconde édition de *L'élite rose*.

3. Voir l'étude dirigée par Claude Vimont, *Insertion professionnelle et métiers exercés par les diplômés de l'IEP de Paris*. Résultats d'une enquête sur les diplômés des promotions 1981 et 1982, document Association des anciens Sciences Po et IEP, Paris.

Les cabinets ministériels selon l'orientation du ministre (en %)

	Gauche N = 360	Centre N = 63	" Société civile " N = 118	Total N = 541	Ministères PS 1981 N = 389	Gouvernement Chirac 1986 N = 443
<i>Sexe</i>						
Masculin	83	83	74	81	84	83
Féminin	17	17	26	19	15	17
<i>Age</i>						
< 40 ans	44	56	47	46	62	
= ou > 40 ans	56	44	53	54	38	
<i>Profession</i>						
Hauts fonctionnaires	70	71	69	70	68	66
Cadres du privé	6	3	7	5	7	14
Enseignants	6	3	10	6	10	4
Permanents	12	12	3	11	14	14
Autres	6	11	11	8	1	2
<i>Etudes*</i>						
= ou < bac	3	2	3	3	8	1
Licence, DES	41	46	39	41	32	36
Doctorat, agrégation	10	9	15	10	10	9
ENA	25	34	17	25	30	36
Ecole d'ingénieur	7	2	9	7	13	8
Polytechnique	11	7	13	11	6	7
Normale Sup.	3	4	4	3	1	3
<i>IEP</i>						
Oui	28	49	26	30		44
Non	72	51	74	70		56
<i>Corps</i>						
Grands corps ⁽¹⁾	10	11	14	12	11	12
Diplomatique	5	3	7	5	4	6
Préfectoral	4	2	3	3	3	5
Administrateur civil	15	21	12	15	17	23
Magistrature	2		8	3	4	3
Autres corps	11	11	4	10	4	6
Hors corps	53	52	52	52	57	48
<i>Cabinet ministériel ⁽²⁾</i>						
De gauche	35	11	16	28		
De droite	1	11	6	3		24
Non	64	78	78	69		66
<i>Fidèle du cabinet du ministre</i>						
Oui	18	3	1	12		
Non	82	97	99	88		

⁽¹⁾ Inspection des Finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes, Mines, Ponts.

⁽²⁾ Nous comptabilisons ici les personnes ayant déjà travaillé dans un cabinet ministériel.

* Pourcentage supérieur à 100 à cause des cumuls de diplômes.

écoles, qui prennent banalement un train dont le parcours apparaît désormais sans danger et même éventuellement prometteur pour leur carrière. Contrairement à 1981, les ingénieurs des Corps des Mines et des Ponts l'empruntent aujourd'hui sans état d'âme...

Les enseignants et les permanents politiques qui se sont infiltrés pour la première fois de façon franche en 1981 dans les sommets de l'État sont désormais un peu moins nombreux. Cette transformation masque la mutation d'un certain nombre d'hommes d'appareil en techniciens de la gestion publique, à la suite d'une première expérience en cabinet ; ils ont parfois été fonctionnarisés et reviennent avec ce label dans un état-major ministériel

Le recrutement de profils purement techniciens se rencontre peu. Les ministres socialistes demandent toujours un « plus » qu'une simple compétence : une fidélité, une conviction, souvent un engagement militant. Bien entendu les membres de cabinet n'ont pratiquement jamais frayé avec les milieux politiques de droite. Le recours direct à l'administration-maison pour fournir un technicien *ad hoc* est plus rare qu'en 1981 : aujourd'hui les dirigeants socialistes ont leur propre réseau interne et savent identifier qui combinera à la fois expertise et conviction. Moyennant quoi, leur entourage est marqué du sceau de l'engagement politique (vif et affirmé) à gauche.

L'époque pourtant a changé. Ce militantisme passe souvent par d'autres voies qu'en 1981, période bénié pour l'effervescence tous azimuts, des sections locales aux commissions du Parti socialiste. Aujourd'hui deux polarités se distinguent plus nettement qu'auparavant. D'une part certains décideurs socialistes continuent de s'activer sur le terrain local, visant une consécration *via* les urnes et un ancrage dans la machine politique du ps. La plupart des hauts fonctionnaires dans les cabinets marquent leur allégeance à la gauche par un militantisme plus intellectuel, dans des cercles ou des clubs. Les commissions du ps ont pratiquement cessé de fonctionner après 1981 et ont été remplacées par d'autres cénacles : le groupe des experts autour de Lionel Jospin, les clubs Convaincre ou Solidarité moderne autour de Michel Rocard et Laurent Fabius, Démocratie 2000 qui recouvre l'activité des transcourants. D'autre part, dans certains secteurs (la police, la justice par exemple), les anciens membres de cabinets ont continué de se rencontrer pour établir un bilan critique de leur action ministérielle et éventuellement préparer l'avenir. Autrement dit, une partie conséquente de ces décideurs de gauche est mobilisée dans des groupes autour de leaders socialistes, et s'inscrit dans les logiques feutrées de la guerre des prétendants.

L'HÔTEL MATIGNON

L'entourage de Michel Rocard incarne le prototype de l'élite rose dans sa version 1988. Des premiers états-majors installés en 1981 demeure un goût prononcé pour le monde enseignant, une prédilection pour les

corps de second rang (administrateurs civils, diplomates...) au détriment des grands corps et la constitution d'un entourage incontestablement ancré à gauche. Mais, plus encore que dans les ministères, cette population n'a plus l'innocence des premiers jours ; elle a déjà amplement frayé avec les sommets politico-administratifs, puisque près des deux tiers sont des « routiers » des cabinets de gauche.

En réalité trois strates bien différentes se côtoient à l'abri de l'Hôtel Matignon.

La direction du cabinet, celle qui supervise et définit les grandes orientations, se présente comme un noyau politiquement très soudé autour de la personne du Premier ministre. Fidèles de Michel Rocard, ils l'ont accompagné au cours de son combat politique et lors de sa première expérience gouvernementale⁴. Dans ce cénacle politique exclusivement masculin, les énarques n'abondent pas, seuls Jean-Paul Huchon et Yves Lyon-Caen défendent les couleurs de la rue de l'Université ; les grands corps ne sont tout simplement pas représentés.

Les conseillers ayant la responsabilité pleine de leurs dossiers⁵ sont à l'image de ce nouveau milieu de grands commis de l'Etat suscité par la première expérience de gauche⁶.

Les chargés de mission travaillant sous la responsabilité d'un conseiller technique figurent, quant à eux, la montée d'une nouvelle génération de fonctionnaires de gauche. Plus féminine et plus jeune, cette population est également plus élitaire. Elle est moins intimement liée, à quelques personnages près, au milieu socialiste et même rocardien⁷.

L'UNIVERS ÉLYSÉEN

Trente-huit personnes⁸ travaillent autour de François Mitterrand, dont quinze ont été nommées lors du second septennat. Cette dernière vague de recrues comprend cinq femmes. Cette féminisation est caractéristique de l'Élysée : elle n'a cessé de s'accentuer depuis 1981. A l'exception de Georgina Dufoux, ce nouveau train de nominations n'intègre que des hauts fonctionnaires, dont six énarques. A l'exception encore de l'ancien ministre de la solidarité nationale, il ne comporte pas d'activiste militant : quelques-uns des nouveaux venus arborent une éthique de gauche, mais

4. Ils sont tous passés par son cabinet au Plan et/ou à l'Agriculture, à l'exception de Yves Lyon-Caen qui, lui, est un familier de Matignon qu'il avait fréquenté sous Laurent Fabius.

5. Qu'ils aient le titre de conseiller technique ou de chargé de mission.

6. Sur 17 personnes, on compte 7 énarques, 3 polytechniciens, 2 membres d'un grand corps et 9 anciens membres de cabinets ministériels très divers (Matignon du temps de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, entourages de Jack Lang, Claude Cheysson, Alain Savary ; un seul provient du cabinet de Michel Rocard).

7. Sur 13 personnes : 3 femmes, 7 énarques, 3 membres d'un grand corps, 6 anciens membres de cabinet.

8. A l'exclusion des services de la presse et des secrétariats.

cette préférence ne se signale pas par une activité de parti. Certains participent à des clubs de réflexion : Isabelle Bouillot est proche de Clisthène, le groupe des deloriciens ; Bernard Pêcheur est un pilier de Solidarité moderne. Si six d'entre eux avaient déjà connu les lambris ministériels pendant la période 81-86, les autres sont de véritables novices. Au total ces sabras se distinguent d'abord par leur profil technique et une forte spécialisation dans un secteur de l'Etat. Plus professionnelle, telle est l'évolution qui a d'ailleurs marqué l'univers élyséen au fil des ans, comme si le chef de l'Etat tenait de plus en plus à distance l'appareil du Parti.

Plusieurs strates s'agglomèrent aujourd'hui dans le cabinet de l'Elysée. Un groupe d'une dizaine de personnes unies par une longue fidélité personnelle avec François Mitterrand : amis et/ou intellectuels complices, elles avaient suivi sa carrière et se trouvaient « naturellement » à ses côtés au moment des honneurs en mai 1981 ; elles constituent « la famille » du chef de l'Etat. Un autre groupe, de taille sensiblement identique, rassemble des fidèles de l'appareil socialiste. S'y adjoignent des recrues au profil technicien qui se sont installées progressivement : ils forment environ la moitié de l'univers élyséen. Leur engagement à gauche est plus ou moins affirmé.

Ne restent aujourd'hui que dix des personnes qui ont intégré l'Elysée avec François Mitterrand en 1981, la plupart appartenant à la « famille » du chef de l'Etat. Que sont devenues les autres ? Ont-elles accédé comme on pourrait s'y attendre aux postes de décision les plus hauts placés de la France socialiste ? On note quelques magnifiques promotions dans des fonctions opérationnelles, notamment pour des grands commis de l'Etat. Pourtant une observation fine révèle deux destinées essentielles pour les ex-élyséens : soit une nomination dans un corps prestigieux de l'Etat, soit une envolée politique⁹.

LE GRAIN DE SEL DE L'OUVERTURE

Vedettes du deuxième Gouvernement Rocard, les ministres de l'ouverture, dont certains n'avaient jamais pénétré dans l'enceinte du Palais-Bourbon, ni même rue de Solferino, impriment-ils une marque particulière aux hautes sphères étatiques ? Nous n'aurons pas (plus ?) la naïveté de croire qu'un recrutement des têtes de l'Etat hors des sentiers battus suffit à bouleverser le mode de formation des états-majors politico-administratifs. Aussi nous pouvons d'ores et déjà annoncer, sans surprendre, que les cabinets non socialistes ne provoquent pas de séisme dans l'édifice élitaire français. Pourtant, ces nouveaux promus du cru 1988 introduisent

9. Sur 32 « partis » nous avons recensé 9 cas d'envolées politiques réussies, et 3 avortées.

quelques fausses notes, surtout du côté de ceux identifiés comme les symboles de la société civile.

L'ouverture politique au centre est celle qui réserve le moins de surprises. Les ministres ont ici plutôt tendance à renouer avec la tradition. L'énarchie est en très bonne posture avec des scores équivalents à ceux du Gouvernement de Jacques Chirac en 1986 ; Sciences Po se maintient. On voit, toutefois, poindre dans l'entourage de ces hommes provenant de l'univers politique de droite une nouvelle génération de jeunes énarques et « corpsards » qui font leur première expérience de cabinet¹⁰. Contraints de recruter des « bizuths » hors des équipes préconstituées de la droite, ces ministres qui ont franchi le Rubicon en acceptant de collaborer avec la gauche contribuent au renouvellement générationnel de l'élite politico-administrative.

Du côté de la « société civile », la situation est plus hétérodoxe. Certes, les grands corps y maintiennent leurs positions ; mais le cabinet de Roger Fauroux¹¹, ainsi que celui de Gérard Renon¹² faussent la perspective. Ces états-majors se distinguent, en effet, plutôt par leur caractère moins élitaire. Sauf à nouveau dans l'entourage du ministre de l'industrie, l'énarchie régresse dans des proportions significatives. Certains cabinets¹³ en sont tout simplement démunis. A l'opposé, alors même qu'ils sont moins en vogue dans les rangs socialistes, les enseignants conservent de bonnes positions.

Cette relative diversité du recrutement professionnel s'accompagne d'une poussée féminine. Avec quelques records : celui de Pierre Arpaillange qui accueille 60 % de femmes, de même que celui de Michel Gillibert qui en compte 70 %¹⁴. Grâce à cette ouverture des cabinets de l'ouverture une femme parvient même à la direction du cabinet d'un grand ministère : celui de la justice.

Phénomène plus marquant encore, le militantisme n'est pas en vogue et ceci quelle que soit l'orientation du ministre. Les cabinets se sont constitués sur des bases plus techniques qu'auprès des ministres de gauche. Le poids des partis politiques, même celui du Parti socialiste, est minime, et parfois inexistant dans ces entourages. Certes le cœur y est plutôt à gauche mais on y parle aussi volontiers de « majorité présidentielle » ou « d'esprit républicain ». Les cabinets de la « société civile » regroupent bien sûr des partisans (partisans au moins de leurs ministres) ; mais les engagements sont plus feutrés, plus personnalisés. Les lieux symboles de mou-

10. Le cabinet de Jean-Pierre Soisson qui accueille trois énarques et un membre du corps des Mines âgés tous de moins de 33 ans est à cet égard exemplaire.

11. Lui-même inspecteur des finances, qui compte deux inspecteurs des finances, deux membres du corps des Mines et deux membres du corps des Ponts.

12. Membre du corps des Mines, qui compte un membre de la Cour des comptes, un membre du corps des Ponts et deux du corps des Mines.

13. Au ministère de la justice, au ministère chargé de la Francophonie, au secrétariat d'Etat chargé des handicapés.

14. Pour une moyenne générale de 15 % dans l'ensemble des cabinets et de 26 % dans ceux de la « société civile ». Seul l'Elysée avec un taux de féminisation de 37 % peut rivaliser avec ces ministères.

vements sociaux (action humanitaire, écologie) regroupent davantage de militants. Mais ceux-ci, adhérents des Amis de la Terre ou d'associations humanitaires proviennent rarement des directions nationales et incarnent plutôt un militantisme *soft*. Même dans les cabinets de droite, le poids des appareils politiques est peu sensible.

Deuxième différence de taille avec les cabinets de gauche, ceux de l'ouverture sont les lieux du *melting pot* politique. Tous, qu'ils soient du centre ou de la « société civile », regroupent des personnes de différents bords. À côté de chaque ministre de droite siègent des recrues de gauche et ceci y compris à des postes importants¹⁵. Les cabinets de la « société civile », de leur côté, pratiquent le métissage politique. On y trouve d'anciens collaborateurs de ministres de gauche et également de droite. Ainsi, un barriste est à la tête du cabinet de Brice Lalonde ; encore a-t-il été recruté d'abord parce qu'il est issu du « milieu de l'environnement ».

Moindre engagement, mélange des genres, voici les touches de nouveauté qu'introduisent les cabinets de l'ouverture. Plusieurs lectures du phénomène peuvent être proposées. Lecture guerrière : Matignon et l'Élysée se sont appliqués à quadriller les entourages de ces nouveaux venus par des adeptes de confiance. Lecture boy-scout : les ministres de l'ouverture offrent des gages de leur bonne volonté politique en se rendant transparents aux socialistes et en offrant des preuves plus que symboliques de leur désir de participer. Lecture opérationnelle : les ministres de l'ouverture ont besoin de collaborateurs issus du sérail socialiste, afin d'établir le lien avec un milieu dont ils ignorent les us et coutumes. Lecture culturelle : surtout dans les ministères de la « société civile », une certaine indifférence aux clivages gauche-droite, aux affiliations partidaires qui en résultent, les causes défendues, qu'elles soient professionnelles ou publiques, transcendant les partis et les clivages traditionnels, venant parfois même les déranger. Chacune de ces raisons concourt certainement à donner à ces cabinets leur cachet particulier.

Les cabinets ministériels ont constitué entre 1981 et 1986 le lieu essentiel de formation d'une classe dirigeante de gauche. Les socialistes semblent, désormais, assurés de leur légitimité au sein de la haute fonction publique. Pourtant les relations entre pouvoir politique et pouvoir administratif ne sont pas pour autant devenues limpides.

Le Gouvernement de Michel Rocard paraît, aujourd'hui, jouer sur plusieurs tableaux. Les cabinets ministériels ne cessent d'enfler et la politisation y reste de mise¹⁶. Bien qu'à un rythme moins soutenu, le

15. Les cabinets de Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour, Hélène Dorlhac, Jean-Marie Rausch sont dirigés par des personnes qui ont fréquenté les cabinets ministériels entre 1981 et 1986.

16. Au point que certains s'inquiètent de l'installation d'une administration parallèle. Voir Thierry Pfister, L'usurpation de pouvoir des cabinets ministériels, *Le Débat*, n° 52, novembre-décembre 1988, ainsi que le travail de Philippe Roqueplo, *Pour une approche ethnographique de la complexité du pouvoir*, à paraître.

*spoil system continue*¹⁷. En même temps, de nouvelles instances destinées, selon les cas, à contourner l'administration ou à échapper aux politiques, prolifèrent : missions (d'étude, de réflexion, de réforme...); médiateurs appelés au chevet des conflits sociaux; comités de sages ou commissions d'experts. Comme si, depuis l'alternance, le pouvoir politique ne savait pas s'il convient de coiffer l'administration, de la changer ou de la contourner.

Les « revenus » (en %)

(Membres des cabinets ministériels en 1988 ayant déjà séjourné dans un état-major ministériel entre 1981 et 1986)

	Elysée N = 29	Mati- gnon N = 23	Minis- tères N = 144	Total N = 196
Directeur de Cabinet	27	22	40	36
Chef de Cabinet	4	9	9	8
Conseiller technique	62	65	44	49
Assistant parlementaire	7	4	7	7
ENA	27	54	29	31
Fonctionnaires	62	70	76	73
Cadres du privé	21	13	3	7
Enseignants	4	4	4	5
Permanents	13	9	14	13
Autres		4	3	2
Grands corps (1)	17		11	11
Corps	38	58	35	39
Abonné 1981-1986 (2)	48	30	33	35
Non promu (3)	94	40	64	66
Promus maintenus	30	30	26	23
Promus déçus	3	30	10	11

(1) Inspection des Finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes, Corps des Mines, Corps des Ponts.

(2) Siégeant pratiquement sans discontinuité dans un cabinet ministériel entre 1981 et 1986.

(3) *Non promu* : sans nomination à un poste important dans les secteurs public ou privé à la suite de leur séjour en cabinet ministériel.

Promu maintenu : ayant bénéficié d'une nomination importante et l'ayant conservée entre 1986 et 1988.

Promu déchu : ayant bénéficié d'une nomination importante mais évincé après le changement de Gouvernement en 1986.

17. Un an après la formation du Gouvernement Rocard, 49 directeurs d'administration centrale (sur 170) ont été changés, ainsi que 14 directeurs d'établissements publics et 9 patrons d'entreprises publiques; 36 % des nouveaux directeurs ont appartenu auparavant à un cabinet ministériel de la gauche. Lors du premier septennat de François Mitterrand, 82 directions administratives avaient changé de main au cours de la première année. Sous le Gouvernement de Jacques Chirac de même (81 changements de directeurs en un an).